

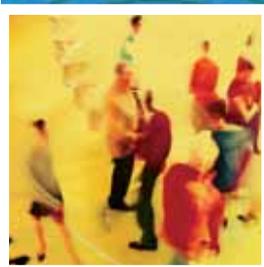


Bureau
international
du Travail

LA PROTECTION SOCIALE: ÇA COMPTE !

4

JUIN 2004



PRÉVENIR
ET PROTÉGER

OFFRIR DE NOUVELLES
POSSIBILITÉS

OUVRIR ET FACILITER
L'ACCÈS AUX BIENS
ET SERVICES
ESSENTIELS

Publications de l'OIT

Le Bureau des publications du BIT produit et fait paraître toutes sortes de documents: analyses des grandes tendances économiques et sociales; position de l'OIT sur les questions intéressants le monde du travail; ouvrages de référence; guides techniques; monographies et résultats de recherches; recueils de directives pratiques élaborés par des experts pour promouvoir la sécurité et la santé au travail; ouvrages de formation; manuels d'éducation ouvrière, etc. Il fait aussi paraître, en français, anglais et espagnol, la Revue internationale du Travail, qui fait le point des questions d'actualité et présente les résultats de la recherche sur le monde du travail et sur les problèmes sociaux et économiques.

Catalogues et listes des nouvelles publications peuvent être obtenus gratuitement à l'adresse suivante: Publications du BIT, Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courrier électronique pubvente@ilo.org



Assane Diop
Directeur exécutif
Protection Sociale
Bureau International du Travail

[http://www.ilo.org/
public/french/
protection/index.htm](http://www.ilo.org/public/french/protection/index.htm)

- 3 Le service de financement, actuariat et statistiques
- 5 Contribution du bureau Régional de l'Amérique Centrale (Honduras)
- 7 Association Internationale de la Sécurité Sociale
- 9 Programme focal sur la sécurité et la santé dans le travail et l'environnement
- 12 Contribution du bureau du Caire
- 13 Conditions de Travail et de l'emploi
- 14 Le programme sur le VIH/SIDA et le monde du travail
- 16 Centre International de Formation

Editorial

Campagne mondiale sur la sécurité sociale et la couverture pour tous: L'action dans le monde.

Lorsque Juan Somavia a officiellement lancé la **Campagne mondiale sur la sécurité sociale et la couverture pour tous** en juin 2003, il a déclaré que «le but de notre campagne est de mieux faire comprendre l'importance de la sécurité sociale comme voie menant à une société intégrante et comme instrument d'éradication de la pauvreté». Plusieurs autres événements importants se sont succédés depuis: le lancement de la campagne pour toute l'Afrique à Addis Ababa le 5 décembre 2003 au cours de la Conférence régionale africaine, suivi de deux lancements nationaux sur le continent africain, le 1^{er} mars 2004 au Mozambique pour tous les pays lusophones d'Afrique, et le 14 avril 2004 au Sénégal, en présence des Présidents de la République de ces deux pays, respectivement au Mozambique avec S.E. le Président Joaquim Chissano et au Sénégal avec S.E. le Président Abdoulaye Wade.

Les chefs d'États africains s'engagent

Au Mozambique, le Président Chissano a déclaré que pour son gouvernement, «la sécurité sociale ne représente pas un coût mais un actif, un facteur qui contribue à instaurer une société plus équilibrée».

Au Sénégal, le Président Wade a annoncé la tenue prochaine d'un conseil présidentiel sur la protection sociale, en vue de rassembler les acteurs dans la recherche de solutions à l'extension de la sécurité sociale et du renforcement du système actuel.

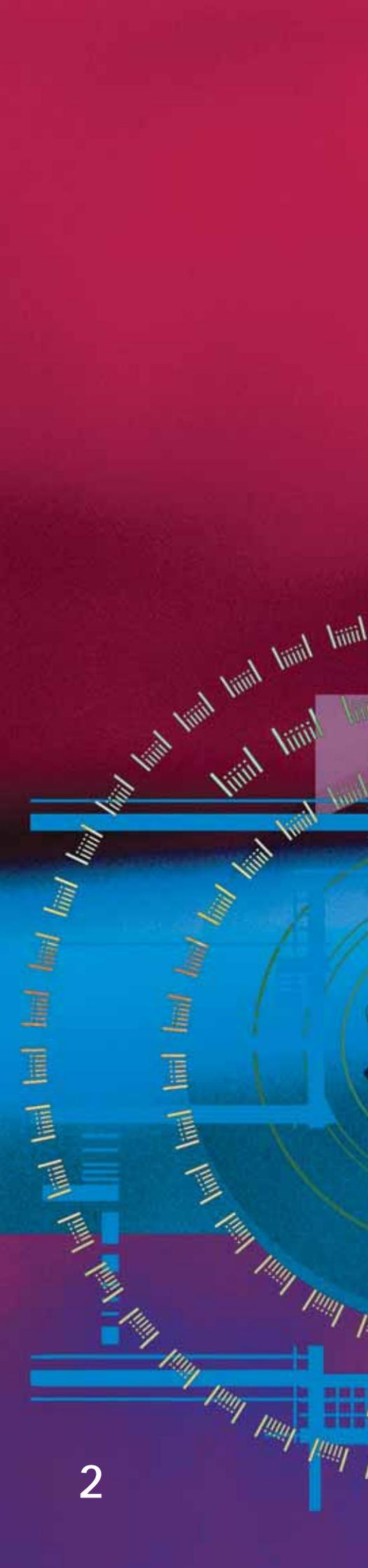


(Lancement à Maputo:

de gauche à droite M. Diop, Directeur exécutif du secteur de la Protection sociale, S.E. M. Chissano, Président du Mozambique, et, S.E. Antonio Bagão Felix., Ministre de la sécurité sociale et du travail du Portugal).

Faisant suite aux conclusions de la 10^{ème} réunion régionale africaine, une initiative spéciale concrétisera la Campagne en Afrique. Cette initiative sera présentée par l'OIT lors d'un Sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine sur l'emploi et la lutte contre la pauvreté se tiendra en septembre au Burkina Faso. Pour reprendre une déclaration de M. Diop, Directeur exécutif du secteur, lors du lancement au Sénégal, «cette campagne dans les différentes sous-régions africaines est d'une importance primordiale car la sécurité sociale et la couverture pour tous sont une composante essentielle de l'agenda du travail décent qui se définit comme un travail productif dans les conditions de liberté, d'équité et de dignité.» De nombreuses actions sont déjà en cours à travers le monde pour faire suite aux lancements de la Campagne.

L'Union nationale des coopératives agricoles du Sénégal (UNCAS) est une organisation qui regroupe 4500 organisations du monde rural, soit plus de 800.000 membres. Depuis 2003, avec l'appui du programme STEP, une partie des membres et leur famille bénéficient d'une assurance santé pour une contribution mensuelle de 1000 FCFA. Après une première expérience lancée au profit de 120 groupements (soit 4000 membres) de l'Union des groupements de coopératives maraîchères de Mboro, c'est dans la région de Diourbel que se déroule cette initiative. A terme, c'est l'ensemble des membres et leur famille, soit plus de 4 millions de personnes, qui devrait en bénéficier.



Afrique: Le BIT renforce son appui aux mandants tripartites. D'une part, le lancement de la Campagne au Mozambique a été suivi de la signature d'un document de projet financé par le gouvernement du Portugal visant à étendre la sécurité sociale aux cinq pays lusophones de la région en définissant de nouvelles stratégies tenant compte notamment du potentiel de la micro-assurance santé. D'autre part, le Gouvernement de Belgique a décidé de financer la deuxième phase du programme Stratégies et Techniques contre l'exclusion sociale et la pauvreté (STEP) pour une durée de quatre ans. Le programme intensifie son action envers six pays en particulier, le Sénégal, le Burkina Faso, le Bénin, la RDCongo, le Rwanda et le Maroc. Le programme développera des actions à trois niveaux. Premièrement, renforcer les capacités techniques et le fonctionnement des micro-assurances en vue de professionnaliser leur gestion. Le programme intensifiera son appui à des unions de systèmes telles que l'Union des Mutuelles de Santé de Dakar (UMSD), des structures d'appui et des organisations du secteur informel ayant un grand potentiel de couverture, à l'instar de l'UNCAS au Sénégal (voir encadré). D'autres initiatives seront appuyées associant les systèmes de micro finance et de micro assurance, comme la MECIB (réseau PAMECAS à Dakar) et l'AssEF (Cotonou, Bénin). Deuxièmement, créer un environnement institutionnel et politique favorable aux structures mutualistes, notamment en favorisant leur intégration au sein de politiques nationales et leur articulation avec les autres régimes d'assurance. Cet exercice a été réalisé au Mali entre 2002 et 2003 et a abouti à la définition d'un plan d'action national adopté par les acteurs tripartites, tenant compte du potentiel de la micro-assurance. Troisièmement enfin, renforcer le rôle des organisations de travailleurs et d'employeurs par la formation et l'appui technique, notamment pour développer ou renforcer les mutuelles syndicales et d'entreprises.

Asie: Un projet financé par le Gouvernement des Pays-Bas a démarré en avril 2004 pour une durée de deux ans. Ce projet cherche à améliorer la couverture et l'efficacité des systèmes de sécurité sociale dans différentes îles du Pacifique (Fiji, Samoa, Salomon, Tonga et Vanuatu). Ce projet devra permettre d'étendre et d'améliorer la gouvernance des systèmes de sécurité sociale et mettra en place des actions de renforcement des capacités. Au Népal, un lancement national a eu lieu, le 25 mars 2004, suite à quoi un nouveau Comité sur la protection sociale doit être créé.

Amérique latine: Au Honduras, la seconde phase du projet financé par le Gouvernement des Pays-Bas a également démarré en avril 2004. Il vise sur base du consensus obtenu de manière tripartite dans le cadre du dialogue social, à mettre en place les réformes nécessaires à l'extension de la couverture sociale. Trois principales lignes d'action sont développées: l'amélioration de la gestion de l'Institut de la Sécurité Sociale du Honduras, la réorganisation des programmes gérés par l'Institut et la mise en place de projet pilote visant des zones ou des catégories spécifiques de populations, en particulier dans la région de Monjarás.

Europe: Un projet d'une durée de trois ans financé par le Gouvernement de France a été mis en place visant à réduire l'exclusion sociale dans cinq pays d'Europe centrale et orientale (Bulgarie, Hongrie, République tchèque, Roumanie et Slovaquie) par le renforcement des capacités institutionnelles de ces pays (États, partenaires sociaux en particulier). Il est organisé autour de deux objectifs opérationnels complémentaires. Le premier objectif est de renforcer les capacités institutionnelles pour combattre mieux l'exclusion sociale, par la formation, l'élaboration d'outils didactiques, l'assistance technique et la mise en place d'actions pilotes. Le second objectif est de mieux faire connaître l'exclusion sociale afin de mobiliser plus les États, les partenaires sociaux et la population pour lutter ensemble contre ce fléau. D'autre part, le projet travaillera en étroite collaboration avec le Centre de Turin et tissera des partenariats notamment avec la Banque Mondiale et l'Union européenne.

De nombreuses informations sont disponibles sur le site www.ilo.org/coverage4all. Des brochures de la Campagne sont à la disposition de tous en anglais, français, espagnol, arabe, portugais, népalais et russe. La brochure en chinois est en préparation.

OIT/ FACTS

<http://www.ilo.org/public/french/protection/socfas/>

SÉCURITÉ SOCIALE

Le service de financement, actuariat et statistiques

SOC/FAS et la crise économique en Argentine

La crise économique de décembre 2001 en République d'Argentine a eu de graves répercussions sur tous les secteurs de l'économie et de la société, et plus particulièrement sur le régime de sécurité sociale. En mars 2002, le BIT a signé un accord de coopération technique avec le gouvernement argentin dans le but d'aider et soutenir l'Argentine dans les actions qu'elle entreprend pour gérer les effets désastreux de la crise. Des avis et une assistance étaient particulièrement attendus dans le domaine de la protection sociale.

Le Service international Financement et actuariat (ILO-FACTS) a lancé diverses initiatives dans ce contexte. Il a en particulier mis sur pied un système de modélisation de budget social à court terme, en 2002-2003, en mettant l'accent sur les dépenses et les recettes du secteur social, l'objectif étant d'évaluer les engagements totaux du gouvernements, au moment où le pays traversait cette crise, pour le financement des prestations de la protection sociale (pensions de longue durée, allocations de chômage, allocations familiales, assurance-maladie et aide sociale). Un rapport sur les résultats de ces travaux a été présenté au gouvernement en 2003, et plusieurs parties du Livre blanc¹ publié par ce dernier ont été consacrées à ces sujets. ILO-FACTS a de plus fourni au gouvernement les instruments d'évaluation quantitative mis au point au cours de cette mission d'assistance technique et a formé les fonctionnaires du ministère à leur utilisation.

ILO-FACTS a ensuite entamé l'évaluation actuarielle du régime de pensions argentin – le SIJP (Sistema Integrado de Jubilaciones y Pensiones – Régime intégré de retraites et pensions). Le SIJP a été créé en 1994 suite à une réforme majeure du système de pensions en Argentine. Ce *régime intégré* se compose d'une structure à deux piliers: un régime de base, public, à prestations définies, et un deuxième pilier offrant la possibilité de choisir entre un régime à prestations définies ou une composante à cotisations définies (compte individuel). La réforme a également consisté à rendre plus stricts les critères d'octroi et à abaisser le niveau des prestations. Les caractéristiques fondamentales du système sont entre autres les suivantes:

- Couverture obligatoire pour les travailleurs salariés des secteurs public (par ex. les membres des forces armées) et privé, ainsi que pour les travailleurs indépendants;
- Fourniture de prestations de vieillesse, invalidité et survivants;
- Financement: cotisations versées par l'employeur (10,5 pour cent des gains soumis à cotisation) au premier pilier de base et cotisations versées par les salariés (11 pour cent des gains soumis à cotisation) au deuxième pilier.

Le BIT a été invité à procéder à une évaluation actuarielle de la composante publique du SIJP et du régime public de pensions basé sur la législation en vigueur avant la création du SIJP, afin d'estimer la viabilité financière du système et de fournir un certain nombre de repères qui serviront ensuite à l'évaluation des futures réformes du ministère du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale. Pour que cette opération soit encore plus utile au gouvernement argentin, l'un des actuaires de son ministère est venu travailler sur ces questions à Genève, avec des fonctionnaires de ILO-FACTS. D'autres membres du ministère ont étroitement collaboré avec le BIT, et ils ont de plus été formés à l'utilisation des modèles quantitatifs du BIT qui ont servi à l'évaluation; les modèles seront laissés à la disposition du gouvernement afin qu'il puisse y avoir recours ultérieurement. Le rapport de l'évaluation actuarielle a été remis au gouvernement en avril 2004², mais pour des raisons de confidentialité, nous ne pouvons pas encore en présenter les résultats dans ce document.

ILO-FACTS espère avoir apporté une aide opportune et efficace au gouvernement argentin pour ses travaux actuels et futurs d'analyse du secteur social. Grâce à ce diagnostic du système de protection sociale et du régime de pensions, ce gouvernement dispose aujourd'hui des bases analytiques indispensables à la planification de sa politique sociale et à celle du financement, à moyen et long terme, des principaux éléments constitutifs de son secteur social.

¹Ministère du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale.2003.Livre blanc sur la prévoyance sociale (Buenos Aires).

²OIT, 2004. Valuación actuarial del Sistema Integrado de Jubilaciones y Pensiones al 31 de diciembre 2001 (Genève).

Prochaine publication de Michael Cichon et collaborateurs: *Le financement de la protection sociale*, dans la série de manuelles Méthodes quantitatives applicables à la protection sociale (BIT/AISS)

Ce volume est le plus récent de la série Méthodes quantitatives. Il a pour but d'aider les planificateurs, les gestionnaires et les analystes à concevoir et gérer des systèmes de financement de la protection sociale efficaces et équitables, mais aussi efficaces aux niveaux budgétaire, financier et économique. Des systèmes de financement efficaces permettent de faire en sorte que les promesses de prestations demeurent raisonnables et puissent être tenues. Pour tendre vers davantage de justice, il faut que la charge du financement de la protection sociale soit partagée avec équité entre les catégories de population et entre les générations. Or, pour être plus efficace financièrement, budgétairement et économiquement, il importe de s'assurer qu'aucune des ressources collectives ne soit gaspillée – et donc qu'il ne soit porté atteinte ni aux intérêts ni au bien-être de la société – lors de la conception et de la mise en œuvre des systèmes de financement.

Cet ouvrage commence par aider les analystes financiers à répondre à l'éventail de questions qui leur est habituellement posé par les décideurs politiques, par exemple:

- A quels volumes de dépenses la société doit-elle s'attendre à court, moyen et long terme si nous instituons une certaine prestation (ou un ensemble de prestations) à tel ou tel niveau?
- Quels pourraient être les effets du système (ou d'un nouveau régime, ou d'une nouvelle prestation) sur les résultats économiques du pays et sur les finances publiques?
- Comment financer un niveau général donné de protection sociale – en d'autres termes, comment faire en sorte que des ressources soient disponibles lorsque le moment est venu de payer des prestations ou lorsqu'une nouvelle prestation est instituée? Est-ce que l'on doit financer les transferts par l'impôt? Par les cotisations? Par des paiements privés? Qui devrait payer, et pour quoi, dans le système de protection sociale?
- Comment préserver le pouvoir d'achat des sommes mises en réserve pour financer les engagements futurs?
- Comment doit-on organiser la gestion et la gouvernance financières de façon à faire un usage optimum et responsable des modestes ressources existantes?

Ce volume propose donc un large choix d'options pour le financement des transferts sociaux, de même qu'un certain nombre de critères pour retenir la meilleure solution au vu des circonstances spécifiques au pays concerné. Il ne cherche pas à imposer des réponses toutes faites ; ses auteurs examinent au contraire de la façon la plus objective possible les différentes possibilités de financement. Il s'agit d'un travail sans équivalent sur ce sujet, dont le but est de fournir un aperçu à la fois général et relativement complet des avantages et des inconvénients des différentes options possibles. La partie essentiellement théorique est complétée par une partie annexe dans laquelle sont présentés un certain nombre d'études de cas avec les modèles de solution correspondants. Le compendium permet au lecteur de récapituler et réviser les importantes notions dont il est question dans l'ouvrage en les appliquant à une étude de cas concret dans un pays donné, et en utilisant pour ce faire des connaissances pratiques, des capacités analytiques et un savoir-faire quantitatif.

Il s'agit donc de permettre au lecteur de contribuer de façon décisive à la bonne gouvernance des systèmes nationaux de protection sociale.

Les autres volumes de la série Méthodes quantitatives applicables à la protection sociale sont les suivants (non disponibles en français):

1. *Actuarial mathematics of social security pensions* (1999)
2. *Modelling in health care finance: A compendium of quantitative techniques for health care financing* (1999)
3. *Social budgeting* (2000)
4. *Actuarial practice in social security* (2002)

OIT SAN JOSE

<http://www.oit.or.cr/>

PROTECTION SOCIALE
Contribution du bureau Régional de
l'Amérique Centrale (Honduras)

Extension de la couverture de la sécurité sociale au Honduras

La volonté et la détermination exprimées par les membres d'un groupe de discussion comprenant des représentants des travailleurs, des employeurs et du gouvernement ont marqué une nouvelle étape dans le développement du système de sécurité sociale du Honduras. Ce groupe tripartite travaillait depuis déjà près de deux ans. A la fin du mois de février dernier, il a mis sur pied un Plan d'action national - auquel tous les participants ont donné leur accord - dont l'objectif principal est d'étendre la protection de la sécurité sociale aux exclus.

Le Bureau international du Travail a soutenu et accompagné ce processus grâce à une collaboration très étroite dans le cadre du projet «Extension de la couverture de la sécurité sociale aux exclus et aux pauvres» lancé en 2002 et financé par les Pays-Bas.

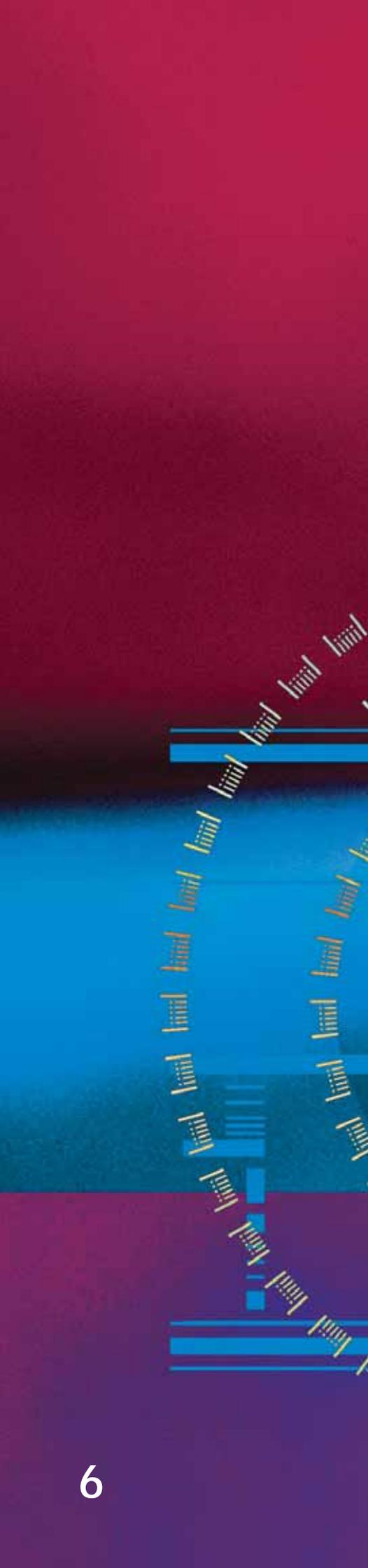
En quoi ce processus est-il spécial et différent des initiatives précédentes? Pourquoi peut-on penser qu'il a de meilleures chances de réussite que ses prédécesseurs? On trouvera ci-après un certain nombre d'éléments d'information permettant de répondre à ces questions:

Cette initiative est venue à point nommé pour le Honduras. Le Secrétaire au Travail et à la sécurité sociale et l'Institut hondurien de sécurité sociale (IHSS) ont dès le début apporté un appui sans réserve à cette initiative; la question de la sécurité sociale figurait dans la liste des priorités gouvernementales et constituait une partie importante de sa stratégie de lutte contre la pauvreté. Par ailleurs, les organisations de travailleurs et d'employeurs avaient confiance dans la nouvelle administration de l'IHSS, dirigé par M. Richard Zablah; cela a été un facteur important pour les encourager à soutenir l'ensemble du processus de dialogue, dans le but d'améliorer le fonctionnement et les résultats de la sécurité sociale hondurienne.

Un autre facteur, étroitement lié à la méthode employée, va jouer un rôle essentiel dans la phase de mise en œuvre : le Plan d'action a été accepté par toutes les parties, et il a été élaboré par un groupe de discussion tripartite, qui s'est engagé à suivre et soutenir ce projet quels que soient les gouvernements ou les responsables qui risquent de se succéder. Ces caractéristiques sont une garantie de durabilité et vont permettre d'obtenir le soutien nécessaire à la phase de mise en œuvre du projet.

Du fait de l'importance du rôle qu'il joue, le groupe de discussion tripartite est lui-même un autre produit de la première phase du projet. Ses membres ont reçu une formation de trois mois, non seulement sur les questions de sécurité sociale, mais aussi sur les techniques de discussion et de négociation ; ils ont en outre été sélectionnés avec beaucoup de soin. Certains d'entre eux sont membres du Conseil de direction de l'Institut hondurien de sécurité sociale, d'autres appartiennent au Conseil social et économique du Honduras, et tous, sans exception, sont des personnalités crédibles qui ont accès aux plus hauts niveaux de représentation de leurs secteurs respectifs.

L'approche novatrice et la souplesse du Plan d'action national sont également des atouts qui faciliteront sa mise en œuvre. Étendre la couverture de la sécurité sociale ne se limite pas à affilier davantage de travailleurs aux institutions de sécurité sociale : cela implique également de faire en sorte que non seulement les travailleurs nouvellement affiliés, mais aussi ceux déjà «protégés» par les anciens dispositifs de sécurité sociale aient véritablement accès aux services de santé et aux systèmes de protection du revenu. C'est tout particulièrement vrai au Honduras ; s'il est exact qu'il va falloir prendre des mesures pour élargir la couverture horizontale (augmenter le nombre des affiliés) puisqu'elle est trop peu importante, il l'est tout autant qu'il faudra en même temps accorder une attention particulière aux personnes déjà affiliées à l'IHSS ainsi



qu'aux bénéficiaires d'une pension, lesquels sont loin d'être bien protégés. Les épouses des affiliés n'ont pas accès aux soins médicaux généraux (sauf en cas de maternité), les enfants des affiliés n'ont accès aux soins médicaux que jusqu'à l'âge de 11 ans, et du fait qu'il n'existe pas d'ajustement automatique des pensions, ceux qui en sont bénéficiaires ont perdu du pouvoir d'achat dans de telles proportions que dans certains cas, selon certains d'entre eux, le coût du déplacement est plus élevé que la somme qu'ils vont percevoir. Ces questions sont prises en compte dans le Plan d'action national, et l'on s'attend à ce que leur résolution ait un effet positif immédiat sur la couverture verticale par le système, et à ce qu'elle améliore de manière significative l'image de l'Institut hondurien de sécurité sociale.

L'assouplissement des régimes de prestations de l'IHSS fait partie de la stratégie d'extension de la protection par la sécurité sociale. Le Plan d'action national envisage l'instauration de dispositifs novateurs pour incorporer les personnes traditionnellement exclues; à ces nouveaux régimes correspondront des conditions d'affiliation, des prestations, des modalités d'affiliation et des cotisations présentant des caractéristiques spéciales, mieux adaptées aux besoins et aux capacités des différents groupes de travailleurs. Cette évolution permettra également d'étendre progressivement, à court et moyen terme, la couverture aux zones géographiques jusqu'à présent exclues, en incorporant non seulement les travailleurs du secteur formel, mais aussi le personnel temporaire et les travailleurs indépendants (syndiqués); il convient de souligner que les femmes sont surreprésentées dans ces deux derniers groupes.

Le groupe de discussion a un énorme défi à relever: mettre sur pied et faire fonctionner le Plan d'action national exige le travail, le soutien et la volonté commune des institutions et des secteurs qui ont contribué à son élaboration. Les membres du groupe sont convaincus que grâce à une action déterminée et continue, les premiers résultats positifs commenceront à se faire sentir très prochainement.

Il faut tirer parti de cette expérience et profiter des leçons apprises. On devrait se fixer pour objectif de trouver le chemin le plus court vers une meilleure protection sociale pour tous, en évitant de reproduire les erreurs commises lors des précédentes initiatives et en ne retenant que ce qui a bien fonctionné.

Sécurité sociale et protection sociale des populations rurales



Association Internationale de la Sécurité Sociale

Comme il l'a fait toutes les fois précédentes, le Secteur de la protection sociale du BIT va jouer un rôle actif pendant la prochaine XXVIII^e Assemblée générale de l'Association internationale de la sécurité sociale (AISS)¹, qui se tiendra du 12 au 18 septembre 2004 à Beijing, sous l'intitulé général «La sécurité sociale, clé d'un monde plus juste²».

Le 15 septembre 2001, une séance plénière de l'Assemblée générale de l'AISS sera consacrée à la protection sociale de la population rurale; le Secrétariat de l'AISS et le Comité d'organisation ont demandé que cette séance plénière soit placée sous la direction du Secteur de la protection sociale du BIT, et c'est le Directeur exécutif responsable de ce Secteur, M. Assane Diop, qui présidera la séance et préparera le rapport introductif.

Comme le souligne la brochure de présentation de la séance, «Seule une personne sur cinq de la population mondiale dispose d'une couverture sociale adéquate, et plus de la moitié est exclue de toute forme de protection sociale». Tel est le défi qui se pose aux gouvernements, notamment dans les pays en développement. L'extension de la couverture sociale est un élément central du projet de l'Initiative de l'AISS «Evaluer l'exclusion». Ce défi a été placé au centre même des conclusions de la Conférence internationale du Travail de 2001, au cours de laquelle l'Organisation est parvenue à un nouveau consensus sur les principaux besoins, contraintes et perspectives de la sécurité sociale à l'aube du XXI^e siècle. Ces travaux sur l'extension de la sécurité sociale ont débouché, plus récemment, sur une «campagne» mondiale lancée par le Secteur de la protection sociale du Bureau international du Travail (BIT). Des projets de recherche et des projets pilotes ont été mis sur pied et ce thème a été placé sur la liste des plus hautes priorités des réunions de l'AISS et d'autres organisations.

La population rurale inclut les salariés qui ne sont pas couverts par le régime public général, les petits exploitants agricoles ainsi que les forestiers et les pêcheurs indépendants et leurs familles. Si les besoins en matière de sécurité sociale des salariés des entreprises rurales du secondaire et du tertiaire sont peut-être les mêmes que ceux des salariés des entreprises urbaines, quels sont les besoins des personnes qui travaillent directement dans l'agriculture, la foresterie et la pêche? L'accès à des soins de santé adéquats est manifestement une priorité. La protection additionnelle dont ces personnes ont besoin pour se prémunir des divers risques sociaux diffère-t-elle des prestations sociales traditionnelles conçues pour les salariés? Dans quelle mesure la population rurale peut-elle financer sa protection sociale? Comment calculer et encaisser les cotisations, comment s'assurer que les conditions à remplir pour l'ouverture des droits sont respectées? Comment assurer l'infrastructure et faire face aux contraintes liées à la mise en place d'une structure administrative?

Dans le rapport qu'il a établi pour la séance (*La protection sociale de la population rurale: besoins, contraintes et perspectives*), le BIT examinera donc les principaux sujets suivants:

- **L'extension de la protection sociale: dans quel but?** (la solidarité n'est pas une simple préoccupation d'ordre humanitaire: il faut élargir le champ d'application de la protection sociale pour que la mondialisation soit viable, pour contribuer au développement en améliorant la productivité et en rendant

¹ Le BIT entretient des liens historiques très étroits avec l'AISS depuis la fondation de cette dernière en 1927. L'AISS regroupe quelque 400 institutions membres dans 148 pays, et son Assemblée générale, qui a lieu tous les trois ans, rassemble des milliers de délégués venus de toutes les parties du monde. Dans ses conclusions relatives à la sécurité sociale, la Conférence internationale du Travail de 2001 a appelé le BIT à «continuer de développer la coopération entre les différentes institutions dans le domaine de la sécurité sociale, notamment avec l'Association internationale de la sécurité sociale.»

² <http://www.issa.int/fren/homef.htm>

plus rationnelle l'utilisation des ressources disponibles, pour contrecarrer les migrations des zones rurales vers les zones urbaines et les effets négatifs de ces mouvements migratoires pour l'ensemble de la société, pour renforcer la prise de conscience nationale, etc.);

- **Les insuffisances de la protection sociale actuelle de la population rurale**, en termes de personnes (catégories) et risques (besoins sociaux) couverts – à quoi bon se soucier de tout cela et pourquoi ne pas laisser les choses se faire toutes seules (néolibéralisme et néomalthusianisme)?
- **Les principaux domaines dans lesquels il conviendrait d'améliorer et d'élargir la protection**: l'accès aux soins de santé ; la prévention et l'indemnisation des risques professionnels; la sécurité du revenu – y compris la protection contre les principaux risques et les principales pandémies; la protection de la famille; l'employabilité et l'accès à l'emploi. L'ensemble de la politique de protection sociale (lien avec les objectifs de développement du Millénaire);
- **L'importance cruciale de l'existence d'une volonté politique** pour pouvoir progresser (il y a déjà eu tellement de déclarations de bonnes intentions!)(responsabilité première de l'Etat) (rôle des pouvoirs publics décentralisés et des structures traditionnelles)(conditions préalables à une couverture par la protection sociale)(risque d'approches discriminatoires – sur la base du sexe, de la situation de migrant, de l'origine ethnique);
- **Les préoccupations sociales et celles de la société ne coïncident pas forcément** – Aider les pauvres n'est pas la même chose que protéger un ou plusieurs groupes de la population active. Les priorités ne sont pas les mêmes, au même niveau, sur tous les continents, dans tous les pays, pour toutes les catégories. Le potentiel d'assistance mutuelle et la conscience de la nécessité d'une protection est inégal. La problématique hommes-femmes, les traditions et le contexte général jouent bien évidemment un rôle essentiel lorsque l'on envisage de mettre sur pied une protection sociale adaptée aux caractéristiques d'une population rurale donnée.
- **Il importe de ne pas sous-estimer les difficultés administratives** (questions d'organisation – les méthodes permettant de prendre contact avec les cotisants et les bénéficiaires, les problèmes de gouvernance, l'accès aux installations, l'archivage des dossiers, la combinaison la plus judicieuse possible entre un suivi centralisé et une politique de proximité, basée sur la confiance mutuelle et le respect de la confidentialité.
- **La viabilité financière exige des sources de financement multiples** (le relèvement du niveau des cotisations pourrait ne pas suffire, à lui seul, à garantir la viabilité; la réduction des prestations à un niveau minimum n'est pas une option très attrayante pour la plupart des régimes, à la fois pour des motifs liés à une correspondance décente entre les prestations et les besoins, et pour des raisons politiques ; la capitalisation ou la privatisation ne sont pas une solution; la mobilisation et l'allocation de fonds publics devraient faire partie d'une stratégie globale, au même titre que la coordination et la collaboration avec les systèmes en vigueur pour le recouvrement des impôts ou la répartition du revenu);
- **Le rôle clé des régimes de sécurité sociale actuels dans l'extension de la protection sociale** (le savoir-faire en matière de gestion; les réseaux administratifs; la possibilité d'adapter les formules de prestations qui existent déjà; les missions déjà confiées à ces régimes; l'implication des partenaires sociaux; les systèmes de supervision et les règles relatives au respect des obligations; il existe réellement des exemples concrets de bonnes pratiques...).

L'Assemblée générale de l'AISS et la séance spéciale constitueront également une excellente occasion, pour les différentes unités du Secteur de la protection sociale du BIT, d'actualiser les connaissances des milieux de la sécurité sociale quant à leurs principales réalisations, notamment celles liées à l'extension de la couverture de la sécurité sociale au moyen de la **Campagne mondiale sur la sécurité sociale et la couverture pour tous**, au **Programme STEP** (Stratégies et techniques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion) et au concept de **Fiducie sociale mondiale**.

SafeWork

<http://www.ilo.org/public/french/protection/safework/index.htm>

PROTECTION DES TRAVAILLEURS
Programme focal sur la sécurité
et la santé dans le travail
et l'environnement



L'OIT lance un appel en faveur d'une «nouvelle culture de la sécurité»

Journée mondiale sur la sécurité et la santé au travail

Le travail tue plus que les guerres – environ 6000 personnes par jour. Sur presque 270 millions d'accidents du travail notifiés chaque année, 350 000 sont mortels. Le 28 avril, pour marquer la Journée mondiale 2004 sur la sécurité et la santé au travail, le BIT a lancé un appel en faveur d'une «nouvelle culture de la sécurité» permettant de prévenir les accidents du travail et les maladies professionnelles responsables de cette hécatombe.

GENEVE – De Waterloo, dans l'Iowa, aux Etats-Unis, jusqu'à Wellington, en Nouvelle-Zélande, les travailleurs et les employeurs, les responsables syndicaux et gouvernementaux ont eu une pensée pour leurs collègues tués ou blessés sur leur lieu de travail. Il y en a eu beaucoup, puisque selon le dernier rapport du BIT*, publié pour la Journée mondiale sur la sécurité et la santé au travail, quelque 6000 travailleurs par jour, soit un toutes les 15 secondes, meurent d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle.

Partout dans le monde, des cérémonies solennelles ont marqué ces décès et maladies enregistrés quotidiennement dans le monde du travail. A Waterloo, dans l'Iowa, des dizaines de travailleurs se sont réunis au Black Hawk Union Council pour célébrer la mémoire de ceux qui sont morts en travaillant et il a été procédé à la lecture à haute voix de la liste des noms des 31 travailleurs de l'Iowa, sur fond de sonnerie de clairon. «Les accidents du travail et les maladies professionnelles provoquent davantage de décès dans le monde que les guerres», a déclaré un responsable local, citant le rapport du BIT. «C'est absolument atterrant», s'est-il exclamé. Au même moment, de l'autre côté de la planète, le Conseil des syndicats néo-zélandais organisait une manifestation devant la principale gare ferroviaire, et distribuait des tracts demandant «que tout soit fait pour la santé et la sécurité de chacun d'entre nous».

Tous les 28 avril, le mouvement syndical mondial célèbre la mémoire des victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles. En 2003, le BIT a entrepris d'observer une journée mondiale en mettant l'accent sur la prévention des accidents du travail et maladies professionnelles, tirant parti de ce qui fait traditionnellement la force de l'Organisation, à savoir le tripartisme et le dialogue social.

D'importantes manifestations ont eu lieu en Finlande, où le Président Tarja Halonen a déclaré, lors d'une conférence regroupant des travailleurs, des employeurs, des sportifs, des acteurs et d'autres personnes concernées: «Gouvernements, employeurs et travailleurs ont un intérêt commun à créer des lieux de travail plus sûrs et salubres, ce qui offre des bases solides à un dialogue social et à un consensus durables.» En Fédération de Russie, les centres de sécurité et de santé au travail ont organisé des concours de sécurité. Des membres du gouvernement, des travailleurs et des employeurs éthiopiens se sont réunis à Addis Abeba et ont allumé des bougies en mémoire des travailleurs décédés. En Thaïlande, des experts du BIT ont donné des interviews à la télévision et à la radio sur la sécurité et la santé au travail.

Le facteur «Bhopal»

La célébration de cette année coïncide avec le 20e anniversaire de l'une des pires catastrophes chimiques de tous les temps - en 1984, à Bhopal (Inde), l'explosion d'une usine de pesticides tue 2 500 personnes, fait en quelques heures plus de 200 000 blessés, et occasionne, par la suite, 20 000 victimes supplémentaires.

Dans un rapport spécial intitulé «Travail sans risques et culture de la sécurité»*, préparé par son Programme focal sur la sécurité et la santé au travail et sur l'environnement (SafeWork), le BIT observe que, même si la vive émotion suscitée par la catastrophe de Bhopal a renforcé la vigilance à l'égard des dangers des accidents industriels, le risque de survenue de catastrophes reste bien réel et nécessite la prise de mesures d'envergure.

Les substances dangereuses sont à l'origine de 400 000 des 2,2 millions de décès par accident du travail et des 60 millions de maladies professionnelles qui se déclarent chaque année. Ce terrible tribut montre qu'il est nécessaire de renforcer la prévention des risques en s'appuyant sur les conventions de l'OIT et sur des mesures de sécurité concrètes, première étape de la mise en place, à l'échelle mondiale, d'une véritable «culture de la sécurité».

«Je suis convaincu qu'il s'agit d'un des domaines qui, dans le monde du travail, offre le plus de chances de parvenir à un véritable consensus», a déclaré M.Juan Somavia, Directeur général du BIT, dans son message pour la Journée mondiale.

* Travail sans risques et culture de la sécurité, Rapport du BIT pour la Journée mondiale sur la sécurité et la santé au travail, 2004, voir

http://www.ilo.org/public/english/protection/safework/worldday/products04/report04_fra.pdf

Allemagne: Partenariat stratégique sur les questions de santé, de sécurité et de protection sociale.

Le développement des activités d'inspection du travail: partenariats sociaux avec différents pays

SafeWork a récemment pris la tête d'un mouvement visant à préserver les liens vitaux qui existent entre les acteurs sociaux dans différentes situations. Dans un protocole d'accord daté du 27 février, le Hauptverband der gewerblichen Berufsgenossenschaften (HVBG), fédération nationale des caisses d'assurance contre les accidents du travail dans l'industrie, s'est engagé à maintenir ses activités de développement social entreprises conjointement avec le BIT. Le HVBG regroupe toutes les caisses allemandes d'assurance mutuelle contre les accidents - «Berufsgenossenschaften» ou BG. Le BIT et le HVBG travaillent de concert à des activités de santé et sécurité au travail et à l'amélioration des services d'inspection technique aussi bien au niveau de l'Etat qu'à celui des entreprises. Il existe un autre partage des informations relatives à la gestion de l'invalidité, aux problèmes du bâtiment, à la sécurité sociale, à la responsabilité sociale des entreprises et à l'évaluation des risques. Cette relation très étroite confirme l'excellente collaboration entre organisations en matière d'échange d'experts, de même que le soutien apporté à la protection sociale et aux projets de SafeWork.



De gauche à droite:

M. Klaus Hinne, Président suppléant du Conseil d'administration, Travailleurs - HVBG; M. Herbert Kleinherne, Président suppléant du Conseil d'administration, Employeurs - HVBG; M. Juan Somavia, Directeur général du BIT; M. Assane Diop, Directeur exécutif, responsable du Secteur de la protection sociale; le Dr. Joachim Breuer, Directeur général - HVBG; le Dr. Walter Eichendorf, Directeur général adjoint - HVBG.

Irlande: Des lieux de travail sans tabac

La capitale irlandaise, Dublin, a accueilli le 20 mai 2004 la réunion du Comité européen des inspecteurs principaux du travail (SLIC selon son sigle anglais). M. Gerd Albracht, expert principal de SafeWork, a présenté un rapport introductif sur «Des lieux de travail sans tabac», dans lequel étaient décrits les résultats d'une enquête auprès de 72 inspections du travail et syndicats sur la législation nationale en matière de tabac, les programmes mis en œuvre sur les lieux de travail et les comportements en ce qui concerne la consommation de tabac au travail. Les partenaires sociaux européens ont étudié les différences régionales en la matière, qui constituent des obstacles à une promotion efficace de règles concrètes relatives à la consommation de tabac. S'agissant des mesures de réglementation contre le tabac sur les lieux de travail, l'Irlande est devenue, en mars 2004, le premier pays interdisant de fumer sur tous les lieux de travail, y compris dans le secteur de l'hôtellerie, de la restauration et des cafés.

Bulgarie: Modernisation de l'inspection du travail grâce à une meilleure efficacité et à la formation

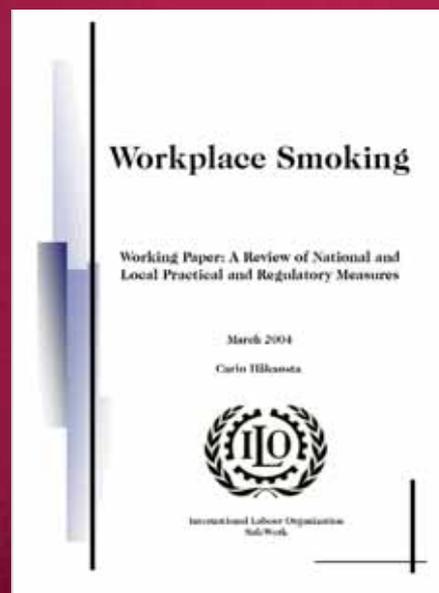
Une conférence sur le thème «Intégration de l'inspection du travail: fonctions, efficacité et formation» a eu lieu au mois de septembre 2003 en Bulgarie, dans le prolongement de la publication des résultats d'un projet allemand sur le développement des systèmes d'inspection, financé par le BIT. Onze chaînes de télévision et stations de radio ont rendu compte des travaux de la conférence. Le projet avait pour but de mettre en œuvre l'approche intégrée de l'inspection du travail et d'encourager d'autres pays à s'inspirer de l'exemple bulgare. Après la conférence, la Serbie s'est lancée dans l'application d'un programme d'inspection intégrée, basé sur les orientations du BIT et financé par le ministère du travail des Etats-Unis. SafeWork a établi un rapport sur la conférence bulgare. On trouvera ci-après les informations nécessaires pour obtenir ce document.

Irak: Plans pour le renforcement, après la guerre, de l'inspection du travail et des activités en matière de sécurité et santé au travail

Des plans sont en cours d'établissement en vue de la création, en Irak, après la guerre, d'une inspection du travail et de structures permettant le développement du dialogue social. SafeWork a mis au point un cadre stratégique pour la prévention des conditions de travail dangereuses et insalubres, alors que des infrastructures physiques commencent à refaire leur apparition dans le pays. La détermination d'objectifs d'évaluation des risques, la mise au point de tactiques de sécurité dans le secteur du bâtiment (qui seront adaptées sur place) et l'analyse des besoins de formation des inspecteurs figurent parmi les priorités de la nouvelle structure de sécurité et santé au travail. Il est très important de prendre le plus tôt possible des mesures de prévention, avant même que les tensions liées à la guerre ne s'atténuent, si l'on veut pouvoir encourager et favoriser l'implantation d'une culture viable de la sécurité et de la santé au travail et veiller à l'application des futures normes de santé et sécurité décidées par les partenaires sociaux.

Les documents ci-après, mentionnés dans le présent article, peuvent être consultés (en anglais) sur le site www.ilo.org/safework, sous le titre *Labour inspection*, ou obtenus par e-mail à l'adresse: safework@ilo.org.

- Protocole d'accord entre le HVBG et le BIT, 27 février 2004;
- SLIC Europe: Dublin, Irlande, Journée sur le thème «Des lieux de travail sans tabac», présentation en format PowerPoint, 20 mai 2004;
- Compte rendu de la Conférence sur les fonctions, l'efficacité et la formation, Borovetz, Bulgarie, 21-23 septembre 2003;
- Document de stratégie La mise sur pied d'une inspection du travail et d'une structure de sécurité et santé au travail efficaces dans l'Irak d'après-guerre, 2004, par Mark Eskenazi.



La sécurité au travail pour tous

Bureau du Caire

Systemes de gestion en matière de sécurité et de santé au travail

Le bureau sous-régional du Caire a fait paraître en décembre 2003 la version arabe des directives du BIT sur la gestion de la sécurité et de la santé au travail. Ce sujet a fait l'objet, tout au long de l'année 2003, de nombreux ateliers de formation, organisés principalement à l'intention des inspecteurs du travail et de grandes entreprises de la région du Caire. La gestion de la sécurité avait également été retenue comme thème de la Journée mondiale 2003 sur la sécurité et la santé au travail, événement qui a suscité un grand intérêt et de nombreuses demandes.

Programmes et politiques de santé et sécurité au travail

L'établissement de profils nationaux, ou de bilans exhaustifs de la situation en matière de sécurité et de santé au travail indispensables à la formulation des programmes et politiques nationaux de prévention, est en cours d'élaboration pour l'Algérie, l'Égypte et le Soudan. Cette activité est menée de pair, en Algérie, avec une assistance technique pour la création d'un institut national de prévention des risques professionnels, et en Égypte, en coopération avec l'OMS dans le cadre de l'Action conjointe pour l'Afrique.

La sécurité dans l'utilisation des substances dangereuses est également à l'ordre du jour de nos activités, en particulier la traduction en arabe des fiches de données du Programme international sur la sécurité des produits chimiques (IPCS). L'accent a été placé sur les produits agrochimiques et les fiches seront testées lors d'une formation de formateurs au Soudan et appliquées au secteur agricole, qui représente dans la région une proportion importante de l'économie informelle.

Avec la sécurité des produits chimiques, le secteur de la construction fera également l'objet de discussions dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale sur la sécurité et la santé au travail, organisée par le bureau sous-régional du Caire en coopération avec la Fédération égyptienne des employeurs.

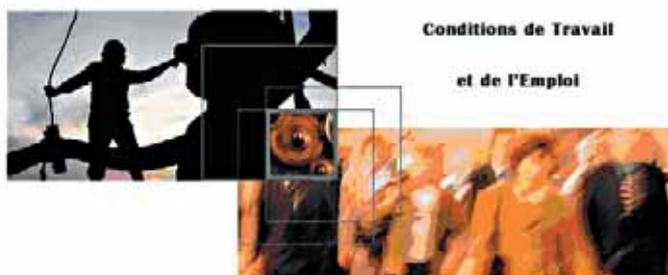
L'accès à l'information étant l'un des moyens les plus efficaces et les moins onéreux d'améliorer la sécurité et la santé sur les lieux de travail, le bureau sous-régional du Caire travaille au renforcement des capacités des personnels des instituts de santé et de sécurité au travail de la région, quand ils existent. En Égypte, le centre national du CIS va bénéficier d'une formation renforcée ; un centre de collaboration est en cours de création et une formation similaire est prévue le mois prochain pour l'Institut national de prévention libyen.

VIH/SIDA

Après avoir lancé auprès de l'industrie hôtelière, en 2003, une vaste campagne de sensibilisation sur l'impact du VIH/SIDA sur le monde du travail, et ce en collaboration avec le programme national égyptien de lutte contre le VIH/SIDA, dans 3 régions hautement touristiques du pays, le bureau sous-régional du Caire se prépare à s'engager dans de nouvelles activités au Soudan et en Libye. Les premiers ateliers de sensibilisation sont prévus pour cette année; ils permettront également d'identifier les besoins de ces pays et les futurs programmes qu'il faudrait y appliquer. En ce qui concerne le Maroc, un séminaire tripartite organisé en décembre 2003 a suggéré, entre autres recommandations, d'inclure le VIH/SIDA comme question liée au travail dans les programmes d'action à examiner par le Conseil Supérieur des Risques professionnels. Ce séminaire va également faciliter l'intégration du Ministère de l'Emploi dans les programmes de la Stratégie nationale de lutte contre le SIDA, qui bénéficie d'un financement de l'ONUSIDA.

Le nouveau site web,
amélioré, de TRAVAIL

Nouvelles publications



D. McCann: Sexual harassment at work: A review of preventive measures, Série Conditions de travail et d'emploi, No. 2.

T-H. Kim et H-K. Kim: Reconciling work and family: Issues and policies in the Republic of Korea, Série Conditions de travail et d'emploi, No. 6.
(non encore publiés en français)

Ces ouvrages sont disponibles en version électronique, format.pdf, sur notre site web. Des exemplaires sur papier (stock limité) peuvent être obtenus auprès du Programme des Conditions de travail et d'emploi, BIT, CH-1211 Genève 22, Suisse.

Le VIH/SIDA et le monde du travail: estimations, impact et parades au niveau mondial

Ce rapport de BIT/SIDA, qui sera publié prochainement, donne un aperçu général de l'impact du VIH/SIDA sur le monde du travail – les personnes en âge de travailler, la main-d'œuvre, l'entreprise et le secteur public -, et sur les mesures prises en la matière par les gouvernements et les partenaires sociaux. Il apporte des précisions sur un certain nombre de questions fondamentales telles que l'impact du VIH/SIDA sur le capital humain, les différents secteurs d'activité et la croissance économique. L'impact sur la main-d'œuvre sera évalué pour la première fois sur la base d'estimations et de projections mondiales des effets du VIH/SIDA dans 53 pays au cours de la période 1995-2015. Le BIT mettra au point le système de mesure nécessaire à la constitution d'une base de données qui permettra de mieux connaître l'impact du VIH/SIDA sur les personnes économiquement actives et sur les hommes et les femmes en âge de travailler, ainsi que ses effets cumulatifs sur la main-d'œuvre féminine et masculine. De plus, un système d'évaluation a été conçu par le BIT pour pouvoir mesurer, quantitativement, l'accroissement de la charge économique provoqué par les pertes de main-d'œuvre imputables au SIDA, et de la charge sociale des soins et de la dépendance lorsque les personnes atteintes du VIH/SIDA ne sont plus en mesure de travailler. Les mesures prises par les mandants du BIT et d'autres parties prenantes pour contrecarrer ces effets sont décrites dans le rapport, avec des explications quant à ce qui a été obtenu jusqu'ici et ce qu'il reste encore à faire. Le rapport est en cours de préparation en vue de sa soumission à la XV^e Conférence internationale sur le SIDA, qui se tiendra en juillet à Bangkok. Une première version du rapport devrait être présentée en juin à la Conférence internationale du Travail.

Le modèle russe d'évaluation des conséquences socio-économiques de la propagation du VIH/SIDA.

MOSCOU (Nouvelles de l'OIT, 20 février). Ces dernières années, la Fédération de Russie a connu un accroissement considérable du nombre des notifications de cas d'infection par le VIH. En moins de huit ans, l'épidémie a été signalée dans plus de 30 villes et 86 des 88 régions du pays. Le nombre total des notifications de cas d'infection en Russie avait déjà atteint plus de 200 000 mi-2002 – soit une énorme augmentation par rapport aux 10 993 cas signalés moins de quatre ans auparavant, fin 1998. Selon différentes sources autorisées, l'indicateur de fréquence du VIH dans le pays est entre 2,5 et 4 fois plus élevé que ne l'indiquent les statistiques officielles¹. Bien qu'en valeur absolue le nombre de personnes infectées par le VIH soit relativement modeste, le taux de croissance du nombre de cas de VIH identifiables est aujourd'hui l'un des plus élevés du monde.

D'après un modèle d'évaluation des conséquences du VIH/SIDA en Fédération de Russie, mis au point par le Programme du BIT sur le VIH/SIDA et le monde du travail et par le Bureau de l'OIT à Moscou, le VIH/SIDA pourrait réduire de 2 à 5 pour cent, d'ici à 2050, la population russe. Etant donné que les trois quarts des personnes infectées ont entre 15 et 29 ans, l'essentiel de la diminution de population concernera des jeunes en âge de procréer et de travailler.

Le VIH/SIDA risque de diminuer la population active de 1 100 000 personnes d'ici à 2015 et de 2 100 000 personnes d'ici à 2050 si le rythme de propagation de l'épidémie continue à croître.

Les résultats de la modélisation montrent qu'en même temps qu'elle aura pour effet une réduction de la main-d'œuvre et de la productivité, la propagation du VIH/SIDA, en 2015, risque d'augmenter de 344 000 le nombre des bénéficiaires d'une pension d'invalidité et de 141 000 celui des bénéficiaires d'une pension de survivant. Selon l'étude, le coût supplémentaire des prestations d'invalidité de courte durée serait de 5 à 7%, alors que les recettes de la caisse de pensions diminueraient de 2 à 6%, et que la réduction du taux de remplacement que le pays pourrait se permettre pourrait atteindre 2%.

Les auteurs de ces recherches ont également conclu qu'il était possible que le PIB diminue lui aussi, d'environ 2 à 5%, et que l'augmentation concomitante des dépenses de santé pour les personnes atteintes du VIH/SIDA (environ 0,5% du PIB) atteindrait son point culminant vers 2010-2015. De telles conclusions poussent sur le devant de la scène la question des dépenses publiques consacrées au traitement et à la prévention du VIH/SIDA. Selon des estimations de l'OMS remontant au début des années 1990, pour lutter efficacement contre l'épidémie de VIH, la Russie aura besoin d'un premier investissement unique d'environ 90 millions de dollars des Etats-Unis, puis d'investissements annuels de 9 à 10 millions de dollars par an. L'expérience internationale montre que la réussite des mesures de prévention, ou l'absence de telles mesures, dépendent du bien-être de l'ensemble de la société ainsi que de sa capacité et de sa volonté à allouer suffisamment de fonds à l'application de ces mesures.

¹Voir, par exemple, «Les conséquences économiques du VIH en Russie», par Christof Ruhl, Vadim Pokrovsky et Viatcheslav

L'étude du BIT a pour but d'essayer d'évaluer le coût socio-économique de l'épidémie. Le modèle informatique est basé sur des statistiques détaillées relatives au nombre de cas d'infection par le VIH nouvellement notifiés, depuis 1996, avec une ventilation par sexe et groupe d'âge. Ces données ont été fournies par le Centre fédéral russe de lutte contre le SIDA.

Le modèle permet de calculer l'impact possible de différents scénarios relatifs à l'épidémie jusqu'en 2050 sur la situation épidémiologique (nombre de personnes porteuses du VIH et nombre de personnes ayant développé le SIDA), sur le marché du travail (population économiquement active, population salariée, productivité), sur les dépenses de santé en examens médicaux et traitements, sur les paramètres du régime de pensions (nombre de bénéficiaires d'une pension par type de pension, taux de remplacement, cotisations), sur les dépenses en prestations d'invalidité de courte durée et sur la situation macro-économique (PIB). Mais les scénarios pris en compte en ce qui concerne la propagation du VIH ne représentent pas toutes les directions dans lesquelles peut être orientée l'analyse, et l'on pourrait développer davantage encore le modèle existant en lui ajoutant des modules supplémentaires.

Le modèle peut être appliqué, moyennant quelques ajustements, à telle ou telle région de la Russie mais aussi à d'autres Etats de la CEI dans lesquels les systèmes de protection sociale sont semblables à celui de la Fédération de Russie. Il peut être utilisé comme instrument de budgétisation et d'analyse par les décideurs politiques, les experts, les syndicats, les organisations patronales, les ONG, etc.

Ce modèle a été inauguré aujourd'hui au ministère russe du travail et du développement social, en présence de représentants du gouvernement, d'universitaires, de représentants des institutions du Système des Nations Unies, d'autres organisations internationales, des ambassades des pays donateurs et des médias.

«L'OIT s'est engagé à renforcer la capacité de ses mandants tripartites à contribuer aux initiatives nationales de lutte contre le VIH/SIDA. Ce modèle du BIT permettant d'évaluer les conséquences socio-économiques du VIH/SIDA en Russie est un instrument pratique et très utile mis à la disposition des mandants de l'OIT pour les aider à élaborer et appliquer des politiques de prévention, de soins et de traitement du VIH/SIDA», a déclaré M. Franklyn Lisk, Directeur du Programme sur le VIH/SIDA et le monde du travail, venu à Moscou pour le lancement du modèle et pour y tenir un certain nombre de consultations techniques avec les partenaires russes du BIT.

Alexander Pochinok, Ministre russe du travail et du développement social, s'est félicité de cette initiative du BIT. Tout en notant le rôle de la prévention et du traitement, il a souligné que dans le contexte de l'Agenda pour le travail décent, il est important de n'autoriser aucune forme de discrimination, sur le lieu de travail, à l'encontre des personnes touchées par le VIH/SIDA. «La prévention du VIH/SIDA est l'une des six priorités dans nos activités de coopération avec l'OIT pour cet exercice biennal», a-t-il ajouté.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter bogdanova@ilo.org, (+ 7 095) 933 0897.

Séminaire consacré à l'impact du VIH/SIDA sur le développement socio-économique en Afrique, en collaboration avec le Bureau Internationale du Travail.

RÉSUMÉ

La Commission de l'Union africaine (UA) a organisé le 26 avril 2004, en collaboration avec le BIT, un séminaire consacré à l'impact du VIH/SIDA sur le développement socio-économique en Afrique.

Ce séminaire avait pour but de proposer à la Commission de l'UA des orientations pour la mise au point de stratégies de lutte contre le VIH/SIDA. Plusieurs délégations d'Etats membres, d'organisations syndicales et d'organisations patronales, de même que des organisations panafricaines représentant les jeunes, les femmes, les orphelins et d'autres groupes vulnérables ont participé à ce séminaire. Pour donner un fil directeur à la discussion, le BIT avait préparé un document de travail axé sur les trois sujets suivants :

- Le VIH/SIDA et le capital humain;
- Le VIH/SIDA et les droits de l'homme;
- Le VIH/SIDA, la situation respective des hommes et des femmes, et la pauvreté.

Ces sujets ont été présentés par trois animateurs, dont les exposés ont été suivis d'un débat très animé et approfondi. Il y a eu accord général quant au fait que le VIH/SIDA est une question humaine et de développement, qui met en péril les actions entreprises pour réduire la pauvreté et promouvoir sur le continent des moyens de subsistance durables. En fait, ce que l'on trouve au cœur même de l'épidémie, c'est un problème humain; il ne s'agit pas d'une question de statistiques et de données. L'UA doit jouer dans les initiatives à lancer un rôle de chef de file et un rôle de promotion, tous deux essentiels au renforcement de la politique adoptée et des mesures prises au niveau national.

La question de la capacité est cruciale à cet égard, et de nombreuses délégations se sont déclarées favorables à un rôle actif de l'OIT et de ses mandants tripartites dans la promotion de programmes complets de lutte contre ce fléau sur les lieux de travail.

Les participants syndicalistes ont fermement insisté sur le fait que leurs organisations devraient être considérées comme des partenaires importants dans la formulation des politiques nationales en la matière et être représentées au CCM, en relation avec la formulation de la proposition de Fiducie mondiale. Ils ont en outre mis l'accent sur le fait qu'il faut que les malades aient accès aux soins et aux traitements, y compris les traitements antirétroviraux, que cet aspect doit être souligné et qu'il doit faire partie de la négociation collective.

Un grand nombre de participants ont fait part de leur préoccupation quant à l'impact du VIH sur les enfants et ont insisté sur la nécessité de renforcer la protection de ceux-là même qui représentent l'avenir de l'Afrique.

Il a également été beaucoup question de la nécessité de mettre en oeuvre des politiques et des programmes tenant compte des sexes, afin de résoudre le problème de la différence d'impact du VIH/SIDA sur les hommes et sur les femmes. Le séminaire est parvenu à un consensus quant à l'importance de la traduction dans la pratique des engagements pris à Abuja et Maputo en ce qui concerne l'affectation de 15% du budget total à la santé et notamment à la lutte contre le VIH/SIDA. La consolidation du cadre législatif et la réaffirmation des droits ont été considérés comme essentiels à la réduction de la stigmatisation et de la discrimination dont sont victimes les personnes touchées par le VIH/SIDA.

Pour conclure, le Commissaire a déclaré que la Commission de l'UA s'engageait à apporter son soutien aux initiatives nationales. Les participants, a-t-il été souligné, devraient poursuivre les actions entreprises pour atteindre les objectifs généraux de réduction de tous les impacts sociaux de l'épidémie de VIH/SIDA.

Le Programme de Protection sociale du Centre international de formation de l'OIT

Pour plus d'information
Veuillez contacter:

Ms. Lynn Villacorta

Gérante du Programme de
Protection Sociale
Centre International de
Formation

Viale Maestri del Lavoro 10
10127 Turin, Italie

Tel: +39-011-6936-790

Fax: + 39-011-6936-548

Courrier électronique:

L.Villacorta@itcilo.it

Deux nouveaux cours de formation en protection sociale ont récemment été mis sur pied au Centre de Turin. Le premier utilise les nouvelles technologies pour dispenser un apprentissage à distance, le second relie les activités de formation à la Campagne mondiale de l'OIT sur la sécurité sociale et la couverture pour tous.

La sécurité sociale dans le cône austral

Pour la première fois, le Programme de protection sociale dispense un cours d'apprentissage à distance, avec l'appui du ministère italien des affaires étrangères. Le sujet de ce cours est la gouvernance des institutions de sécurité sociale, et les participants, au nombre de 38, sont des représentants tripartites d'Argentine, du Brésil, du Chili, du Paraguay et de l'Uruguay. Il s'agit entre autres de directeurs et de personnels techniques de haut niveau des régimes de sécurité sociale, ainsi que de représentants des partenaires sociaux, dont un grand nombre siègent au conseil d'administration du régime de leur pays.

Cette formation a pour but de renforcer les compétences des participants dans le domaine de l'analyse des questions de politique générale, d'améliorer les processus de prise de décisions et de permettre aux membres des directions des institutions d'administrer plus efficacement leurs régimes et d'en améliorer la viabilité.

Le cours a débuté en novembre 2003 par un séminaire préparatoire en internat d'une semaine et il se terminera en août 2004 par un autre séminaire en internat. Entre-temps, il y aura une phase d'apprentissage à distance de 8 mois, via Internet, pour laquelle ont été mis au point une plateforme virtuelle et des matériaux pédagogiques spéciaux. Pour de plus amples informations, on se référera au propre site web de ce programme: <http://learning.itcilo.it/segsocial/>

Stratégies pour l'extension de la sécurité sociale

L'OIT a lancé fin 2003 la Campagne mondiale sur la sécurité sociale et la couverture pour tous. Parallèlement, le Programme de protection sociale a mis au point un programme de formation-pilote visant à promouvoir les objectifs de la Campagne. Après la réussite du premier cours-pilote sur les «Stratégies pour l'extension de la sécurité sociale», dispensé du 17 au 28 novembre 2003 à Turin, le Programme proposera ce cours en français et en anglais en 2004. Le cours destiné aux pays francophones aura lieu du 30 août au 10 septembre, et celui destiné aux pays anglophones du 22 novembre au 3 décembre. Ils auront lieu tous les deux à Turin.

Le cours-pilote a regroupé des participants venus d'Afrique, d'Asie et du Pacifique, d'Europe et des Caraïbes. L'apport technique a été fourni par le Secrétariat de la Campagne, basé à Genève. Après le cours, des activités de suivi ont déjà été organisées par certains participants, au Kosovo (en janvier 2004) et au Soudan (en mars 2004).

«Nous réunir pour approfondir notre connaissance des nouvelles dimensions de la couverture par la sécurité sociale et partager nos idées quant à la façon de fournir une couverture pour tous dans nos pays, sans aucune discrimination basée sur le sexe, le statut social, le niveau d'éducation ou les convictions religieuses ... est quelque chose qui tient un peu du rêve, mais ce cours nous a permis d'apprendre des méthodes qui, si elles sont appliquées avec succès, vont transformer ce rêve en réalité!» a déclaré M. Denzil Thorpe, Directeur par intérim de l'assurance nationale, Ministère du travail et de la sécurité sociale, Jamaïque - l'un des participants au cours de novembre 2003.

Vous êtes intéressé?

Envoyez un courrier électronique au Programme de la protection sociale: socpro@itcilo.org

Bureau international du Travail

UNITÉ D'APPUI À LA GESTION
SECTEUR DE LA PROTECTION SOCIALE

4, route des Morillons
CH-1211 Genève 22
Suisse

edprotect@ilo.org

Tel: (+ 41 22) 799 69 60

Fax: (+ 41 22) 799 63 18

Site web: <http://www.ilo.org/public/french/protection>



ISBN 92-2-215928-4